

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

Lille, le 27 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



METEX NOOVISTAGO

Espace Industriel Nord
60 rue de Vaux
80000 Amiens

Références :2022 - E30159
Code AIOT : 0005101887

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement METEX NOOVISTAGO implanté Espace Industriel Nord 60 rue de Vaux 80000 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale consistant à réaliser des inspections ciblées sur des opérations de sous-traitance des établissements classés Seveso.

Cette action nationale a pour objectif d'apporter des réponses aux recommandations de la commission d'enquête du Sénat (rapport n° 480 du 2 juin 2020), de consolider le retour d'expérience de l'accident des usines Lubrizol et Normandie Logistique à Rouen en septembre 2019, de tenir compte du retour de l'accidentologie et d'apporter des éléments d'information aux groupes de travail européens en réalisant un état des lieux du niveau de respect des exigences réglementaires concernant les thèmes suivants :

- la formation et/ou la sensibilisation aux risques des opérateurs ou entreprises extérieures ;
- la maîtrise des procédures d'exploitation ;
- la maîtrise des procédures d'urgence.

Elle a été menée en collaboration avec les services de l'inspection du travail et de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METEX NOOVISTAGO
- Espace Industriel Nord 60 rue de Vaux 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005101887
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société METEX NOOVISTAGO exploite un site classé Seveso Seuil Haut dans la zone industrielle d'Amiens Nord.

Afin de vérifier le respect des prescriptions contrôlées, l'inspection des installations a sélectionné de manière aléatoire une entreprise sous-traitante présente sur le site (société ITB).

Le thème de visite retenu est le suivant :

- sous-traitance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Organisation : interventions sous-traitées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
2	Organisation : préparation des interventions sous-traitées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
3	Organisation : préparation des interventions sous-traitées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
4	Organisation : suivi d'une intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
5	Organisation : intervention sur une MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
6	Organisation : interventions sous-traitées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
7	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
8	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
9	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
10	Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur l'ensemble des points contrôlés, l'inspection des installations classées n'a relevé aucune non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation : interventions sous-traitées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant a présenté la liste de l'ensemble des entreprises sous-traitantes qui interviennent ou qui sont susceptibles d'intervenir sur son site. Au total, l'exploitant fait appel à 67 entreprises sous-traitantes de premier niveau dont : <ul style="list-style-type: none">- 12 sont sédentaires ;- 11 font elles-mêmes appel à d'autres entreprises (sous-traitance de second niveau).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Organisation : préparation des interventions sous-traitées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Un contrôle par sondage des documents relatifs à la société sous-traitante ITB a été réalisé. Cette entreprise est présente à demeure sur le site et effectue des travaux de montage/démontage d'échafaudages et des travaux de calorifugeage. L'exploitant a transmis le contrat cadre de maintenance établi avec la société ITB (contrat valable du 1er avril 2021 au 31 mars 2024). Ce document précise notamment les exigences minimales attendues en termes de formations et d'habilitations ainsi que l'obligation d'information des salariés sur les risques spécifiques encourus et les mesures de prévention à mettre en œuvre. Une procédure d'appel d'offre est renouvelée régulièrement et l'exploitant modifie, si besoin, le cahier des charges (exemples : ajouts récents d'exigences liées à la sûreté ou à la réglementation sur les droits informatiques).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Organisation : préparation des interventions sous-traitées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant a déclaré que pour chaque opération réalisée par une entreprise sous-traitante, il rédige un document intitulé ARPI (analyse de risque et permis d'intervention) et effectue une visite préalable sur le terrain en présence, a minima, d'un représentant de la société METEX NOOVISTAGO et d'un représentant de l'entreprise sous-traitante. Ces ARPI sont délivrés pour une période maximale de 3 semaines. Un contrôle aléatoire a été réalisé concernant les opérations effectuées par l'entreprise sous-traitante ITB lors de la visite d'inspection, à savoir le montage d'un échafaudage à l'intérieur de la cuve V1310A. L'exploitant a présenté l'ARPI de cette intervention daté du 29/09/2022 (ARPI associé au bon de travaux n°3666197). Ce document est co-signé par l'exploitant et le sous-traitant. Il comporte notamment des informations sur les risques particuliers de l'opération (exemple : travail en hauteur), les risques liés à l'exploitation (exemples : température, circulation de véhicules), les consignations des énergies, les mesures complémentaires, etc. Il a été contrôlé sur le terrain la mise en œuvre effective des points évoqués dans l'ARPI (inspection visuelle et échanges avec les salariés). Pour les opérations jugées plus à risques, l'exploitant joint à l'ARPI un document complémentaire intitulé HPG (haut potentiel de gravité). L'exploitant a présenté le dernier HPG qu'il a délivré à la société ITB (HPG daté du 17/10/2022 relatif à une opération de montage et démontage d'un échafaudage pour le nettoyage de la sphère d'ammoniac). Ce document contient notamment le détail des opérations attendues ainsi que des photographies des équipements de protection individuelle à porter, des équipements à manipuler (vannes), des contrôles/mesures à effectuer, etc.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Organisation : suivi d'une intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant a déclaré que chaque nouvel intervenant d'une entreprise sous-traitante suivait une présentation du site et des risques présents via le livret d'accueil sécurisé. Des plans de prévention cadres et/ou spécifiques sont établis avec chaque entreprise sous-traitante. Un contrôle aléatoire a été réalisé pour vérifier ce point. L'exploitant a présenté le plan de prévention cadre établi avec la société ITB (plan valable du 02/05/2022 au 30/05/2023). Ce document indique que le livret d'accueil a bien été remis et expliqué à la société ITB. L'exploitant a également déclaré qu'au cours des chantiers, plusieurs contrôles aléatoires étaient effectués (audits internes, audits croisés avec les sous-traitants, visites d'inspection sécurité). L'exploitant a présenté un compte-rendu d'audit interne réalisé sur la base vie des entreprises extérieures (audit du 22/06/2022). Cet audit conclut que l'ensemble du personnel sous-traitant rencontré portait les EPI adaptés à leurs activités, que les ateliers étaient ordonnés et que le matériel était conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Organisation : intervention sur une MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant a déclaré que, d'une manière générale, les opérations réalisées sur les composantes des mesures de maîtrise des risques font l'objet d'un signalement spécifique sur les bons de travaux. En cas d'opérations jugées à risques, il utilise les HPG citées au constat n° 3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Organisation : interventions sous-traitées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant dispose de plusieurs procédures pour les installations/équipements dont l'entretien et la maintenance sont sous-traitées (ARPI, HPG, plans de prévention, contrats cadres, contrats spécifiques). Le jour de l'inspection, les procédures contrôlées pour les opérations menées par la société ITB définissent clairement les consignes à respecter par cette entreprise sous-traitante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Un contrôle aléatoire a été réalisé pour vérifier le respect de cette prescription. Le plan de prévention cadre de la société ITB mentionne bien l'obligation pour l'entreprise extérieure de respecter le POI. Le personnel de la société ITB présent le jour du contrôle disposait des connaissances suffisantes sur la conduite à tenir en cas d'alerte, d'incident ou d'accident ainsi que l'emplacement des lieux de confinement visés dans le POI. Certains d'entre eux étaient notamment présents lors du déclenchement du dernier PPI et n'ont pas rencontré de difficultés particulières lors de cet incident.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : L'exploitant a déclaré que les entreprises sous-traitantes étaient bien associées aux exercices de gestion de POI. Ils sont sensibilisés et formés sur les conduites à tenir. Dans le cas de la société ITB, l'exploitant n'exige pas de formation à l'utilisation des moyens d'extinction car les tâches confiées à cette entreprise ne sont pas de nature à générer des incendies. En revanche, ils ont un rôle d'alerte et sont formés à l'évacuation et au confinement dans les salles dédiées à cet effet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant définit, dans les plans de prévention cadre et dans les cahiers des charges établis avec les sous-traitants, les formations minimales attendues des intervenants extérieurs. Les entreprises sous-traitantes sont chargées de transmettre à l'exploitant les justificatifs des formations et des renouvellements de leurs salariés. Dans le cas de la société ITB, les formations minimales exigées sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- sauveteur secouriste du travail (au minimum et en continu une personne habilitée de la société intervenante pour 10 salariés présents) ;- sensibilisation ATEX ;- habilitations métiers (pontier, élingueur, montage, réception et utilisation d'échafaudages). Comme évoqué précédemment, dans le cas de la société ITB, l'exploitant n'exige pas de formation à l'utilisation des moyens d'extinction car les tâches confiées à cette entreprise ne sont pas de nature à générer des incendies. En revanche, ils ont un rôle d'alerte et sont formés à l'évacuation et au confinement dans les salles dédiées à cet effet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Les fréquences de renouvellement des formations obligatoires pour accéder au site sont définies dans les contrats cadre passés avec les entreprises sous-traitantes. Ce point a été vérifié pour le contrat passé avec la société ITB. Le responsable de la société sous-traitante est chargé de suivre la mise à jour des habilitations, formations et renouvellement de ses salariés et de communiquer ces informations à l'exploitant. Les badges d'accès au site des intervenants extérieurs sont paramétrés en prenant notamment en compte : <ul style="list-style-type: none">- les zones dans lesquelles ils sont autorisés à pénétrer :- les formations/habilitations obligatoires à respecter, leur date de validité ainsi que le respect des dates de leurs renouvellement. Si l'intervenant de la société sous-traitante ne dispose pas des habilitations, des formations ou des renouvellements de formations requis, l'accès au site lui est interdit au niveau du poste de garde. Ce point a été confirmé par le personnel de la société ITB présent le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet